

**D 898 NICARAGUA: RAPPORT DU CONSEIL
OECUMÉNIQUE DES ÉGLISES**

Dans la perspective de sa "déclaration de Vancouver sur l'Amérique centrale" (cf. DIAL D 895), le Conseil oecuménique des Eglises vient de rendre public un "rapport sur le Nicaragua" élaboré par la délégation envoyée dans ce pays du 4 au 10 septembre 1983. La délégation, composée de huit personnes, avait les objectifs suivants: 1) faire une visite pastorale aux Eglises nicaraguayennes; 2) s'informer sur la situation actuelle au Nicaragua; 3) examiner de quelle manière le Conseil oecuménique des Eglises et ses membres pourraient à l'avenir venir en aide aux Eglises et à la population du Nicaragua.

La délégation a reçu un bon accueil tant chez les représentants des Eglises (en dehors de l'archevêque de Managua, malgré "plusieurs tentatives, directes ou indirectes" pour le rencontrer), que chez des personnalités du gouvernement.

Note DIAL

RAPPORT SUR LE NICARAGUA

Rapport présenté au Conseil oecuménique des Eglises
par la délégation qu'il a envoyée dans ce pays

4 - 10 septembre 1983

I. La situation au Nicaragua

Il n'est pas nécessaire de rappeler ici les faits saillants de l'histoire récente du Nicaragua, les quarante années de domination et d'exploitation de la part du régime de Somoza et les immenses efforts entrepris depuis pour reconstruire le pays et édifier une nouvelle société. Nous aimerions plutôt faire part de nos réflexions sur ce que nous avons vu et entendu au cours de notre bref séjour.

A. Le Nicaragua est un pays qui subit une grave attaque militaire, avec de fréquentes agressions sur ses frontières, tant au nord qu'au sud. Des incursions militaires sont faites dans le pays pour y semer la terreur, tuer des civils, troubler le cours normal de la vie et parfois capturer les habitants de villages entiers pour les emmener au-delà des frontières du pays. Notre délégation a parlé à des personnes dont des parents avaient été tués ou blessés, et à d'autres qui avaient dû fuir devant les attaques qui ont causé de multiples dommages, dont nous avons d'ailleurs pu constater les traces à la frontière hondurienne. En outre, alors que nous nous rendions à

l'aéroport de Managua, le matin du 8 septembre, pour y embarquer à destination de Puerto Cabezas, celui-ci a été bombardé et des rafales de mitrailleuse ont été tirées à basse altitude contre la maison du père Miguel D'Escoto, ministre des Affaires étrangères, menaçant sérieusement une grande école dépendant de l'Eglise. Cet état de guerre virtuel contre le Nicaragua est la réalité première à laquelle le pays doit faire face aujourd'hui. Il a des répercussions sur la vie de chacun, cause et prolonge des souffrances humaines injustifiées, compromet la planification et le développement économiques et rend impossible toute vie normale. L'une de ses conséquences a été la proposition de créer un service militaire obligatoire (Servicio militar patriótico). En notre qualité de chrétiens, nous dénonçons les souffrances imposées aux habitants du Nicaragua.

Nul n'ignore que les multiples agressions militaires dirigées contre le Nicaragua, avec, entre autres, l'aide de membres de la sinistre Garde nationale de Somoza, ont l'appui du gouvernement des Etats-Unis, ce que nous a d'ailleurs confirmé l'ambassadeur de ce pays. Les Etats-Unis ont en outre envoyé au moins quatre mille soldats au Honduras, ce qui constitue une menace supplémentaire sur la frontière septentrionale du Nicaragua. Quels que puissent être ses conflits internes, le Nicaragua est la cible d'attaques bien organisées et massivement financées, de caractère international, qui ont pour but le renversement du gouvernement révolutionnaire actuel et son remplacement par un autre, plus acceptable aux yeux des Etats-Unis. Notre délégation condamne cette agression dans les termes les plus vifs et exige que cesse immédiatement toute intervention des Etats-Unis, directe ou indirecte, ouverte ou dissimulée.

B. On justifie fréquemment les attaques contre le Nicaragua en se référant à l'aide intensive qu'il reçoit de l'URSS et de Cuba sur le plan culturel, économique, technique et militaire. En outre, on accuse le gouvernement nicaraguayen de faciliter les livraisons d'armes à la guérilla salvadorienne. Il ne fait pas de doute que le Nicaragua a reçu une aide considérable de l'URSS et de Cuba, ainsi que ^{de} bien d'autres pays socialistes, occidentaux ou non alignés. Nul ne le conteste. En fait, le Nicaragua cherche délibérément à mettre fin à son ancienne dépendance presque exclusive à l'égard des Etats-Unis pour parvenir à une "dépendance diversifiée" à l'égard de nombreux pays et éviter d'être soumis trop ouvertement à un seul. Néanmoins, nous ne disposons d'aucune preuve qui indiquerait que l'aide extérieure de quelque origine que ce soit ait été utilisée pour lancer des attaques contre l'un ou l'autre de ses voisins. Il est évident que l'agression en cours est à sens unique et qu'elle est dirigée contre le Nicaragua. Quant au soutien accordé aux forces d'opposition au Salvador, il ne fait pas de doute que le gouvernement sandiniste est favorable aux objectifs de ceux qui luttent contre le pouvoir en place. Nous trouvons étonnant, toutefois, que ceux qui condamnent si violemment cette aide militaire n'aient pu fournir que si peu de preuves tangibles, voire aucune, malgré l'équipement électronique de surveillance perfectionné dont ils disposent. On s'attendrait à ce que ceux qui lancent ces accusations apportent des preuves nombreuses et incontestables de leur véracité, mais il semble bien que de telles preuves n'existent pas.

Le fait est que le Nicaragua ne commet pas d'actes d'agression militaire contre ses voisins, quel que soit son désir de voir s'établir dans ces pays des gouvernements révolutionnaires semblables au sien.

C. Il existe aussi un cadre diplomatique dans lequel le Nicaragua s'efforce de résoudre les conflits actuels par la négociation et non par les

moyens militaires. Un certain espoir est suscité par les efforts des pays dits "du groupe de Contadora" (le Mexique, le Panama, le Venezuela, la Colombie) pour désamorcer l'affrontement militaire actuel et assurer le retrait de toute aide militaire à la région, quelle que soit l'origine. Tout en s'affirmant favorable au processus de Contadora, les Etats-Unis n'en accroissent pas moins leur soutien aux "contras" (termes utilisés par les Nicaraguayens pour désigner les organisations contre-révolutionnaires qui, à partir du Honduras et du Costa Rica, lancent des attaques contre le pays) et font étalage de leur puissance navale sur les mers qui baignent les deux côtes du Nicaragua. Nous estimons que de telles actions sont en contradiction flagrante avec les intentions pacifiques proclamées par les Etats-Unis et avec le soutien qu'ils prétendent apporter au processus de Contadora. Nous prions instamment les Etats-Unis de mettre fin à leurs actes d'agression et de manifester par des actions concrètes leur appui aux efforts du groupe de Contadora. Nous estimons que si les Etats-Unis amorçaient un retrait, le processus de Contadora s'en trouverait considérablement encouragé et la paix pourrait être rapidement assurée dans la région. Tous s'accordent à dire que ce processus est difficile et complexe, mais ce sont les Etats-Unis qui détiennent la clé qui permettra de débloquer les principales difficultés et de faciliter un accord rapide. Comme nous l'ont déclaré des responsables nicaraguayens, "il faut susciter la paix et non pas l'imposer".

D. Sur le plan intérieur, on assiste au Nicaragua à une évolution encourageante de la situation, malgré les énormes difficultés qui se présentent. Dans les domaines de l'alphabétisation, de l'éducation, de la santé et du logement, pour ne citer que ceux-ci, de grands progrès ont été réalisés pour répondre aux énormes besoins de la population, soumise, pendant toute la durée du régime de Somoza, à une pauvreté extrême, à l'ignorance et à l'exploitation. Une bonne partie des difficultés du Nicaragua, mais non pas toutes, sont aggravées par l'agression extérieure. Il nous est apparu que le gouvernement sandiniste ne s'efforce pas, comme on le prétend trop souvent, d'établir un Etat marxiste totalitaire. Bien qu'il y ait certainement des marxistes dans les milieux gouvernementaux, nous avons été frappés par le pluralisme du gouvernement qui a à son service, à tous les niveaux, des chrétiens laïcs et membres du clergé, et nous avons le sentiment que le type de totalitarisme qui sévit dans tant de pays d'Amérique latine (par exemple au Chili, en Uruguay, au Guatemala, au Salvador) n'existe tout simplement pas au Nicaragua. Ce que nous y avons vu, c'est un gouvernement qui doit faire face à d'énormes problèmes dont certains semblent insurmontables; il est cependant décidé à réaliser une grande expérience qui, bien que mal assurée encore et incomplète à bien des égards, offre un espoir aux secteurs défavorisés de la société, améliore le niveau de l'éducation, de l'alphabétisation et de la santé et, pour la première fois, assure au peuple nicaraguayen un minimum de justice pour tous, là où prévalait une société assurant des privilèges aux seuls riches, aux investisseurs du pays et de l'étranger et à ceux qui détenaient le pouvoir étatique. Le gouvernement a réellement pris le parti des pauvres, ce qui s'est traduit par une amélioration considérable du niveau de vie de la majorité de la population, bien que l'élite minoritaire, autrefois privilégiée, ne soit plus en mesure de continuer à vivre sur le pied où elle se maintenait naguère aux dépens de la majorité.

Nous avons été particulièrement impressionnés par le rôle nouveau que cette société accorde aux femmes. Comme on nous l'a expliqué, la société nicaraguayenne a toujours été une société traditionnellement "machiste" où les femmes étaient exploitées, utilisées et subordonnées. Si personne ne prétend que ce schéma culturel ait totalement disparu, on a fait des efforts

considérables pour mettre fin à cette situation. On accorde aux femmes des places très importantes dans le gouvernement et la société, l'utilisation de symboles sexuels dans la publicité est interdite par la loi et les anciennes prostituées sont reclassées. Bien qu'il reste encore beaucoup à faire, les femmes ont aujourd'hui, dans la société nicaraguayenne, une dignité et une importance nouvelles.

Les changements opérés au Nicaragua sur le plan intérieur ont fait de ce pays un signe et un message d'espoir pour de nombreux pays d'Amérique latine où les pauvres et les exploités souhaitent ardemment jouir aussi des avantages acquis par la population nicaraguayenne. En dépit des accusations selon lesquelles le Nicaragua essaierait d'exporter sa révolution, nous avons vu dans ce pays une réalité intérieure qui, par sa seule existence et sa nature, montre que de telles améliorations sont possibles et qui, de ce fait, est une source de grande espérance pour les pays où ces objectifs ne sont pas encore réalisés.

Nous savons, et les responsables du Nicaragua sont également de cet avis, qu'aucun Etat n'est parfait. Nous avons examiné quelques-unes des critiques formulées le plus fréquemment à l'égard du gouvernement sandiniste. On l'accuse, par exemple, d'empêcher le libre fonctionnement des partis politiques. Nous pensons que cette accusation recèle une part de vérité, tout en estimant par ailleurs que les mesures prises en vue des élections prévues pour 1985 (telles que la loi récemment adoptée sur les partis politiques) sont très encourageantes.

Nous avons été heureux d'apprendre que tout récemment des partis politiques d'opposition ont pu tenir des réunions publiques sans rencontrer d'obstacle de la part du gouvernement. Une autre accusation fréquente porte sur la censure de la presse, qui est en vigueur depuis la proclamation de l'état d'urgence en mars 1982. Le journal d'opposition La Prensa nous a montré des exemples de textes censurés et nous sommes d'avis qu'une partie de cette censure est excessive, voire stupide. Nous avons été heureux d'entendre une personnalité haut placée dans le gouvernement déclarer qu'une telle censure est effectivement exagérée et qu'il conviendrait de prendre des mesures pour la modérer. Tout en défendant la liberté de la presse, nous pouvons comprendre que certaines particularités de la situation actuelle du Nicaragua justifient la censure. Au moment où le pays est victime d'une violente agression étrangère qui touche profondément la vie de la population, il est compréhensible que l'on estime nécessaire un certain contrôle de la presse, trop encline à publier des déclarations irresponsables. Nous devons ajouter par ailleurs que nous avons été favorablement impressionnés par la liberté de presse qui existe en matière d'affaires intérieures (contrairement à ce qui se passe dans bien des pays totalitaires), de sorte qu'un journal comme La Prensa peut publier quotidiennement des articles qui, implicitement ou explicitement, critiquent le gouvernement. Il faut remarquer en outre que La Prensa est apparemment muette sur le sujet de l'agression étrangère, ce qui incite à se demander où résident ses sympathies fondamentales.

Des accusations ont par ailleurs été lancées selon lesquelles des persécutions religieuses auraient lieu, ou auraient eu lieu, au Nicaragua et certains incidents ont reçu une énorme publicité de la part de la presse étrangère. Notre impression, corroborée par des fidèles de diverses religions, est qu'il règne au Nicaragua une totale liberté de culte. Les quelques incidents cités comme exemples de persécutions sont des cas isolés, certains ont une portée peu claire et d'autres sont très évidemment déformés. Ce qui nous a surpris, à propos des persécutions religieuses au Nicaragua, c'est

d'entendre des observateurs hautement respectés parler d'une forme de "persécution" à l'intérieur de l'Eglise catholique romaine elle-même, exercée par la hiérarchie à l'égard d'ecclésiastiques qui ne sont pas d'accord avec son opposition au gouvernement; il en résulte souvent que des prêtres sont forcés de quitter leur paroisse sans avertissement préalable. Pour réfuter l'accusation de persécution religieuse de la part du gouvernement, on peut citer le fait que la Déclaration de la Conférence épiscopale catholique romaine du 29 août 1983, qui attaque vigoureusement le projet de loi sur le service militaire obligatoire et incite en fait les catholiques à l'enfreindre, a été largement publiée et commentée. Si un tel document est largement diffusé, on ne peut guère parler de persécution à l'égard de l'Eglise, même si cette Déclaration a été violemment attaquée par les partisans du gouvernement. Néanmoins, contrairement à ce qui pourrait se passer dans d'autres sociétés, les auteurs de ce texte n'ont pas été emprisonnés ni inquiétés de quelque manière que ce soit.

E. Sur le plan économique, le Nicaragua a conservé une économie mixte, où le secteur privé occupe une plus grande place que le secteur public, bien que les lignes directrices et les orientations générales soient définies par l'Etat. Il convient de relever qu'en dépit des énormes problèmes économiques légués par le régime de Somoza et malgré l'agression extérieure, la vie économique nicaraguayenne est en voie d'amélioration si l'on en croit les statistiques de la Banque mondiale et d'autres institutions financières internationales. Le produit national brut a augmenté de 10 % en 1980 et de 8 % en 1981. La production agricole s'est améliorée dans de nombreux domaines (café, riz, porc, haricots, oeufs). On a continué à assurer le service d'une dette extérieure écrasante contractée par le gouvernement de Somoza. Les projets de construction de logements sont en fort bonne voie, et l'on compte qu'en 1983 le nombre des réalisations dépassera celui des trois dernières années prises ensemble. Toutefois, 1982 a été une année très difficile pour le Nicaragua, dont le produit national brut a diminué de 2,5 %. Cette année a été signalée par la Banque interaméricaine de développement comme la pire de l'histoire économique récente de l'ensemble de l'Amérique latine. Les résultats du Nicaragua sont appréciables si on les compare à ceux d'autres pays d'Amérique latine. En outre, le pays a connu des difficultés supplémentaires: des inondations inhabituelles ont été suivies d'une grave sécheresse, le prix des produits de base exportés par le Nicaragua a considérablement baissé et la recrudescence de l'agression militaire étrangère n'a pas amélioré la situation. Pour le moment, les perspectives pour 1983 sont assez favorables et on peut s'attendre à une augmentation substantielle du produit national brut, sans que l'on puisse encore la chiffrer exactement. A tout cela s'ajoute le fait que la communauté financière internationale persévère dans son hostilité à l'égard du Nicaragua en lui fermant ses marchés et en lui refusant des crédits, si bien qu'il n'est pas surprenant que l'économie du pays connaisse des difficultés. A bien des égards, comme on nous l'a exposé, le Nicaragua est forcé d'adopter une économie de survie plutôt qu'une économie de développement. Nous avons été impressionnés de voir que la politique économique du pays vise à améliorer la condition des secteurs les plus défavorisés de la société, même si les anciennes élites privilégiées doivent se restreindre, ce dont elles se plaignent vivement. Il y a pénurie de denrées alimentaires dans certaines régions éloignées ainsi qu'une certaine désorganisation économique, mais il semble, d'une manière générale, que l'image d'une économie en ruines que l'on présente à l'étranger est trompeuse et fondée sur des préjugés. Il faut noter tout particulièrement que les produits de base ont fait l'objet d'une demande accrue, signe que le niveau de vie de la majorité pauvre s'est amélioré; c'est là une indication économique réjouissante même si cela explique certaines pénuries. Quoi qu'il en soit, le plus grave problème qui se pose actuellement à l'économie est celui de

l'agression militaire extérieure. Si celle-ci cessait, il y a toutes raisons de croire que l'économie nicaraguayenne pourrait se rétablir et prospérer.

II. L'Eglise au Nicaragua

L'un des aspects les plus remarquables de la situation au Nicaragua est constitué par la participation intensive des chrétiens - individus, communautés de base et Eglises - à la révolution, aussi bien avant le renversement de Somoza en juillet 1979 que depuis lors. Historiquement, il s'agit de quelque chose d'unique. L'un des slogans les plus populaires de la révolution, que nous avons souvent entendu et vu écrit sur les murs, dit: "Il n'y a pas de contradiction entre le christianisme et la révolution". Comme tout slogan, il a quelque chose de simpliste, mais il est significatif d'un rapport entre la foi et la vie dont on est rarement témoin à un niveau national. De nombreux Nicaraguayens estiment que leur processus révolutionnaire comprend des principes de base d'inspiration chrétienne: amour, souci des pauvres, justice pour tous, respect de la dignité humaine. Nombreux sont les chrétiens qui établissent un rapport entre leur foi, les Ecritures et leur comportement éthique d'une part et, de l'autre, la lutte pour une société nouvelle, plus équitable. En Amérique latine, l'Eglise catholique romaine a proclamé son "option préférentielle en faveur des pauvres" (1), option que le nouveau Nicaragua essaie véritablement de traduire dans la réalité.

On pourrait donc s'attendre à ce que ces liens entre le christianisme et la révolution soient demeurés étroits jusqu'à l'heure actuelle. C'est ce qui se passe dans bien des cas, mais d'autres chrétiens ont déclaré leur opposition au gouvernement, en particulier les plus hauts dignitaires de l'Eglise catholique romaine. Il est compréhensible que les grands événements de 1979 aient galvanisé la grande majorité des chrétiens et les aient incités à appuyer la révolution mais que, le premier enthousiasme passé, l'apparition inévitable des problèmes ait refroidi l'ardeur révolutionnaire de certains. Il est plus difficile de comprendre pourquoi certains groupes liés à l'Eglise expriment une vive opposition à l'égard du gouvernement alors que l'agression étrangère menace tout ce pour quoi on s'est battu il y a quatre ans, tout ce qui a été réalisé depuis lors, et que tout cela est mis en péril par des forces dont on ne saurait dire qu'elles recherchent la justice pour le plus grand nombre mais qui, bien davantage, sont désireuses de se venger et de revenir à une situation où un petit nombre jouit de privilèges dans la sphère d'influence des intérêts internationaux des Etats-Unis.

L'Eglise catholique romaine est toujours plus divisée entre ceux qui s'opposent au processus révolutionnaire et ceux qui continuent à le soutenir fermement. Le premier groupe compte l'archevêque Miguel Obando y Bravo et certains des neuf évêques nicaraguayens (mais pas tous), ainsi que des laïcs issus en général des familles les plus riches. Le second groupe se compose de ce que l'on appelle "l'Eglise populaire" ou "l'Eglise du peuple", c'est-à-dire essentiellement de pauvres et représentants des ouvriers et des paysans.

Tout comme le pape l'a fait lors de sa récente visite au Nicaragua, les dignitaires de l'Eglise mettent l'accent sur l'obéissance due aux évêques, craignant apparemment que trop de catholiques ne respectent pas assez l'autorité magistrale de l'Eglise. Cette attitude est inspirée par l'ecclési-

(1) Il convient de dire en français correct: "choix prioritaire des pauvres" (NdE).

logie catholique romaine qui a une conception de l'autorité que l'Eglise populaire semble mettre en question. Les représentants de l'Eglise populaire ne veulent pas s'engager dans un conflit direct avec l'autorité épiscopale, mais leur lecture de l'Evangile tout comme leur expérience révolutionnaire les conduisent à considérer que l'autorité a pour origine l'identification avec la lutte populaire.

Nous avons été témoins des attaques très vives que les partisans du gouvernement dirigent tout particulièrement sur l'archevêque Miguel Obando y Bravo, qui personnifie l'opposition de la hiérarchie au processus révolutionnaire. Les journaux gouvernementaux publient des articles, rédigés souvent en termes très vifs et caustiques, qui critiquent la déclaration de la Conférence épiscopale sur le "service militaire patriotique". S'il n'y a pas eu de rupture officielle entre l'Eglise et le gouvernement, leurs relations n'en demeurent pas moins extrêmement tendues. On s'accorde en général pour déclarer que cette tension est due à des considérations politiques plutôt que théologiques ou bibliques. Les dignitaires de l'Eglise ont toujours été traditionnellement alliés aux secteurs les plus privilégiés de la société qui, mis en question par la révolution, se trouvent maintenant dans une situation minoritaire et acculés à la défensive.

Il semblerait que, face à cette mise en question, la hiérarchie ecclésiastique s'efforce de retrouver une position semblable à celle qu'elle occupait dans le passé et que par conséquent elle se prononce en faveur d'une société radicalement différente de celle qui s'est édiflée au Nicaragua. On souhaiterait que cette attitude ait une base moins politique et soit davantage enracinée dans une analyse prophétique de la société et des rapports de l'Eglise avec elle. Les accusations et contre-accusations se rapportent rarement à des questions théologiques et bibliques mais semblent plutôt refléter des positions politiques de pouvoir, de contrôle et de privilège.

L'"Eglise populaire" critiquée par le pape est dans une situation très difficile, désireuse de demeurer fidèle aux responsables de l'Eglise tout en trouvant dans le message de l'Evangile et dans la vie et le ministère de Jésus de nombreuses raisons de s'identifier aux objectifs principaux de la révolution. Nous déplorons profondément cette division. Bien que nos sympathies aillent sans équivoque à l'Eglise populaire, nous prions pour que ce fossé soit comblé. En notre présence, un responsable du gouvernement s'est demandé tout haut comment la situation aurait évolué si l'archevêque du Nicaragua avait été Mgr Oscar Romero, assassiné au Salvador.

Il est possible que le rôle et la position de l'Eglise aient été alors tout différents, mais de telles hypothèses, tout éclairantes qu'elles soient, sont bien loin de la réalité nicaraguayenne. Si la révolution était militairement vaincue par les agresseurs étrangers la hiérarchie catholique romaine retrouverait peut-être sa situation privilégiée. Si, au contraire, le processus révolutionnaire se poursuit, les dignitaires de l'Eglise devront finir par s'adapter à la nouvelle société, sans quoi ils perdront toute crédibilité.

Au sein des Eglises protestantes du Nicaragua, où la hiérarchie est très différente, il y a aussi division, bien que celle-ci soit moins marquée que dans l'Eglise catholique romaine. La Convention baptiste, l'Eglise morave, l'Eglise épiscopale et le CEPAD ont tous des responsables très capables et acquis à l'oecuménisme qui soutiennent le gouvernement tout en gardant une attitude critique là où celle-ci semble nécessaire. Il y a pourtant des

groupes protestants plus conservateurs dans leur théologie qui ont une attitude "neutre" et d'autres qui s'opposent, ouvertement ou implicitement, au processus révolutionnaire. Les questions sur lesquelles les protestants s'affrontent sont les mêmes que pour les catholiques romains et les idéologies politiques influencent fortement les diverses attitudes adoptées. Nous trouvons très encourageante l'existence au Nicaragua de nouvelles formes d'expression de la vie œcuménique, tant au sein de groupes protestants d'origines théologiques très diverses (le CEPAD en est le meilleur exemple) qu'entre protestants et catholiques romains, souvent au niveau local.

L'un des problèmes les plus complexes et les plus discutés de la vie protestante au Nicaragua touche l'Eglise morave à laquelle appartient la majorité des Indiens Miskito de la côte atlantique. Il y a une longue histoire de séparation culturelle, d'ignorance réciproque et de scepticisme entre les Nicaraguayens d'origine espagnole, qui vivent principalement dans l'ouest du pays, et les Indiens Miskito, rassemblés en majeure partie à l'est. Traditionnellement, les Occidentaux méprisent les Miskito, attitude souvent marquée, par surcroît, de préjugés raciaux, tandis que les Indiens ont une profonde méfiance à l'égard de la majorité hispanophone; l'éloignement géographique vient encore compliquer le problème. Les différences géographiques, ethniques, linguistiques et culturelles se sont traduites par l'isolement historique des Miskito. La révolution de 1979 a créé une nouvelle situation lorsque le gouvernement sandiniste a essayé d'unifier la nation dans un même processus révolutionnaire. Rétrospectivement, il semble clair que les sandinistes n'ont pas compris les Miskito. Par exemple, ils ont exalté les paysans comme des héros en condamnant les propriétaires terriens considérés comme des exploités, alors que les Indiens attachent une grande importance à la terre et se considèrent traditionnellement comme des propriétaires agricoles. En outre, la nomination de certains collaborateurs civils et militaires par les sandinistes a suscité des problèmes et les tensions se sont accrues entre représentants du gouvernement et communautés indiennes. La campagne d'alphabétisation lancée en 1980 n'offrait pas, au début, de formation en langue miskito, bien que cela ait été corrigé par la suite. Mais les problèmes les plus graves ont surgi à propos des conflits frontaliers avec les "contras" qui lançaient leurs attaques depuis le Honduras contre des régions où habitait une population miskito assez considérable. Certains Miskito ont collaboré avec les "contras" et ont été emprisonnés par les sandinistes, tandis que d'autres passaient au Honduras. Lorsque les attaques frontalières se multiplièrent le long du Río Coco, entre le Honduras et le Nicaragua, le gouvernement sandiniste a décidé de déplacer les communautés d'Indiens miskito le long du fleuve, plus à l'intérieur du pays; malgré les efforts entrepris pour rendre ce processus aussi humain que possible, les Miskito forcés de quitter leurs terres ancestrales en ont été durement affectés.

L'Eglise morave, étroitement liée à la population miskito s'est trouvée forcément impliquée dans le conflit et a souvent prêté sa voix aux Miskito. A cause de cela, certains responsables et pasteurs moraves ont été emprisonnés, limités dans leurs déplacements à l'intérieur du pays et accusés parfois par le gouvernement de s'opposer à la révolution. Il importe toutefois de souligner que les responsables de l'Eglise morave soutiennent le processus révolutionnaire et nient que les mesures officielles prises contre les institutions et le personnel de l'Eglise ces mois derniers l'aient été pour des raisons religieuses, bien que cette impression ait pu être donnée au début, à la suite d'attaques verbales inconsidérées dirigées contre l'Eglise morave. Grâce en partie aux efforts des responsables de celle-ci, le gouvernement sandiniste a reconnu avoir commis des erreurs dans ses rapports avec les Miskito, a donné suite à certaines de leurs revendications,

a entamé un dialogue direct et régulier avec l'Eglise morave et examine même la possibilité de décréter une amnistie générale pour tous les Miskito emprisonnés pour avoir collaboré avec les "contras". Il n'est pas facile de résoudre les questions ethniques, politiques, morales et religieuses posées par la situation sur la côte orientale du Nicaragua, et il reste beaucoup à faire pour améliorer les relations, mais nous avons été favorablement impressionnés par l'attitude réfléchie des responsables de l'Eglise morave et de ceux du gouvernement qui s'efforcent tous de mettre du baume sur les plaies laissées par des affrontements douloureux.

III. Recommandations

1. Les observations faites par la délégation confirment entièrement les profondes préoccupations exprimées par la Sixième Assemblée du COE dans sa déclaration sur l'Amérique centrale, déclaration dans laquelle elle appelle le COE et les Eglises à affirmer le droit des peuples d'Amérique centrale à rechercher et à entretenir la vie dans toutes ses dimensions. En conséquence la délégation reprend à son compte les sept recommandations formulées à Vancouver, et y ajoute ce qui suit.

2. On assiste actuellement à une escalade nette et visible de l'agression contre le Nicaragua, agression porteuse de mort, de dommages et de grandes souffrances pour la population. En outre, des mesures économiques, diplomatiques et politiques sont prises en vue d'isoler, d'affaiblir et de "déstabiliser" le pays, tandis que l'on diffuse des informations fausses et déformées sur la nature, les intentions et les activités du gouvernement, des Eglises et de la population du Nicaragua, dans le but de soutenir les efforts politiques visant à discréditer les responsables du pays, voire dans certains cas à les éliminer. A la lumière de cette situation dangereuse, lourde de conséquences pour la cause de la justice et de la paix dans cette région, nous recommandons instamment au COE et aux Eglises de prendre les mesures suivantes:

A. Ils apporteront un soutien immédiat, tangible et visible aux efforts des Eglises des Etats-Unis pour mobiliser une opposition efficace à la politique actuelle de leur gouvernement en Amérique centrale.

B. Ils engageront leurs gouvernements à rechercher une solution politique négociée à la crise du Nicaragua et de l'Amérique centrale, tout en s'opposant au soutien militaire accordé par les Etats-Unis aux forces et aux gouvernements de répression et de déstabilisation dans la région, par l'entremise en particulier du Honduras et du Costa Rica.

C. Ils encourageront leurs gouvernements à accroître l'aide et les crédits officiels au gouvernement nicaraguayen pour ses programmes et projets sociaux, économiques et culturels. Ils plaideront pour la reprise de l'octroi de prêts internationaux importants au Nicaragua ainsi que pour l'accroissement des activités commerciales privées, tout en priant instamment les Eglises et leurs organisations d'augmenter leurs dons à des projets inspirés et soutenus par des institutions oecuméniques qui peuvent être utiles à toute la population.

D. Ils soutiendront sans relâche les initiatives de paix prises actuellement par les Etats d'Amérique latine en vue de parvenir, par le dialogue, à un accord sur une paix stable et durable fondée sur les intérêts nationaux légitimes et les préoccupations à l'égard de la justice en Amérique centrale.

E. Ils lanceront et soutiendront des activités visant à fournir et à diffuser des informations sur le Nicaragua, en donnant la priorité aux media, qui ont la possibilité d'influencer l'opinion publique et politique dans le monde entier, ainsi qu'aux Eglises protestantes et groupes oecuméniques du Nicaragua, qui ont fait la preuve de leur capacité à fournir des renseignements exacts et objectifs sur la situation ainsi qu'à l'interpréter de manière honnête.

F. A la lumière de la participation générale et sans équivoque des chrétiens, actuellement et dans le passé, à la libération et à la défense du Nicaragua, les Eglises du monde entier sont invitées à tirer la leçon de l'expérience unique vécue par leurs frères et soeurs des communautés chrétiennes de ce pays. Il convient d'accorder une attention particulière à la spiritualité de la lutte, à la coopération oecuménique au niveau des communautés et à la nouvelle mise en évidence des racines théologiques et bibliques de la participation des chrétiens à la transformation de la société. Les Eglises et les chrétiens sont invités à se rendre au Nicaragua et à communiquer ce qu'ils y verront et vivront à leurs paroisses et communautés du monde entier.

G. Ils exprimeront aux Eglises du Nicaragua leur plein appui pour le témoignage qu'elles ont rendu dans le cadre de leurs tâches difficiles de reconstruction, entreprises au milieu de tensions et d'obstacles considérables, ainsi que pour leurs efforts en faveur de la paix dans la région et de la réconciliation au sein de la société nicaraguayenne et entre les Eglises catholique romaine et protestantes.

H. Ils mobiliseront et feront parvenir des ressources matérielles, humaines et financières destinées aux programmes d'aide humanitaire mis sur pied pour les réfugiés et d'autres groupes touchés par les régimes de répression d'Amérique centrale. Il faudra accorder une attention particulière aux besoins causés par les attaques constantes dirigées contre la vie et les activités économiques des populations habitant les régions frontalières du Nicaragua.

(Traduit de l'anglais - Service linguistique COE
Diffusion DIAL)

Abonnement annuel: France 260 F - Etranger 310 F - Avion 380 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441